

# Le Cheminot de France



Organe bi-mensuel de la Fédération des Syndicats Chrétiens des Cheminots de France, des Colonies et Pays de Protectorat

Rédaction et Administration : 5, rue Cadet, PARIS (9°)

Téléphone : TAITBOUT 40-91

Chèques Postaux : Paris 26-44

Abonnement : 10 francs

Et maintenant,  
après le triomphe  
de notre XVIII<sup>e</sup>  
Congrès, conti-  
nuons hardiment  
notre marche en  
avant

## APRÈS LE CONGRÈS FÉDÉRAL

### FORMATION ET PROPAGANDE



Quelques semaines déjà se sont écoulées depuis que s'est terminé notre XVIII<sup>e</sup> Congrès Fédéral.

Quelques semaines pendant lesquelles chacun des nombreux Délégués à ce Congrès a pu faire mentalement le classement de tous les enseignements recueillis à cette importante manifestation.

Certainement ce XVIII<sup>e</sup> Congrès comptera dans les annales de notre Fédération. Un Congrès c'est toujours, à la fois, un bilan et un programme. Cette fois, il fut en même temps un bilan réconfortant et, par les décisions très importantes qui y furent prises, un programme d'avenir particulièrement riche et prometteur.

Nous avons amplement goûté au plaisir légitime que nous donna la lecture du bilan, où nous avons trouvés les preuves incontestables d'un enrichissement numérique et moral de notre belle Fédération, mais le principal de notre tâche n'est pas de nous attarder à ces constatations, si agréables qu'elles puissent être.

Ce qui doit seul compter maintenant, c'est l'exécution du programme, c'est la traduction en actes de toutes les bonnes résolutions qui ont été prises et c'est, par voie de conséquence, la préparation d'un bilan plus merveilleux encore que nous voulons tous connaître, dans un an, quand, toujours plus nombreux, nous reviendrons tenir notre XIX<sup>e</sup> Congrès Fédéral.

Travailleurs, nous savons d'expérience que le bon travail, l'ouvrage solide et bien fait n'est jamais l'œuvre des bricoleurs mais celle des bons ouvriers qui surent d'abord être de sérieux apprentis.

Le bon travail syndical, celui qui donnera des résultats heureux et durables, n'est pas moins exigeant.

Il lui faut, à lui aussi, des ouvriers (on les appelle des militants) éduqués, entraînés, formés en vue de la tâche particulière qu'ils auront à remplir et, cela aussi, ne s'acquiert qu'après un patient apprentissage.

Ne cherchons pas ailleurs que dans la pénurie de militants l'explication de nos difficultés, de nos piétinements des premières années de notre mouvement syndical.

La tâche était déjà terriblement difficile, car nous arrivions bons derniers dans une corporation où une Fédération bénéficiait depuis de longues années d'un Monopole de fait.

Les années d'action syndicale, les Cercles d'études, les Conférences, les Réunions, les Journaux et les Livres ont formé la pléiade de militants qu'il fallait absolument pour aider les ouvriers de la première heure, lesquels durent plus d'une fois connaître des soirs de découragement.

Ils avaient heureusement, pour les soutenir, une force qui finit toujours par s'imposer et c'est la force de notre doctrine. Cette force-là est toujours à notre disposition, encore faut-il que tous ceux qui veulent être de vrais syndicalistes chrétiens sachent ce qu'est exactement la Doctrine Sociale Chrétienne.

Qu'on se pénètre donc absolument de l'importance primordiale de la formation et que tous nos jeunes camarades comprennent bien que l'enthousiasme ne peut suffire à tout, quoiqu'il soit, lui aussi, une force indispensable.

C'est parce que déjà notre Fédération peut compter sa richesse en vrais militants, en militants éduqués et entraînés, aptes à s'adapter rapidement aux situations les plus inattendues, qu'elle commence maintenant à engranger d'année en année de merveilleuses moissons.

Notre champ d'action s'élargit chaque jour, il faut de plus en plus de bons ouvriers, de bons militants. Faisons la belle part à la propagande, mais n'oublions jamais, pour y réussir vraiment, de faire aussi la belle part à la formation des militants.

Nous travaillons dans un monde où la démagogie, le mensonge, les promesses fallacieuses se dispensent largement. Mais ce sont là des armes empoisonnées qui finissent toujours par se retourner vers ceux qui les ont employées.

Rien ne résiste à la goutte de vérité qui tombe régulièrement.

La vérité nous la possédons avec notre Doctrine Sociale Chrétienne.

Sachons nous en pénétrer au maximum de nos possibilités et, connaissant notre métier de syndicalistes chrétiens et munis de ces outils si efficaces qui ont nom : Franchise, Camaraderie, Charité, Fraternité chrétienne — la vraie, celle qui s'exprime autrement qu'en de ronflantes formules — nous mènerons à bien la tâche pour laquelle nous avons adhéré au Syndicalisme Chrétien.

Le Bureau Fédéral.

## NOVEMBRE 1938

sera le mois de la propagande individuelle pour une plus grande Fédération. Que tous se préparent à l'œuvre de conquête qui sera notre préoccupation dominante l'hiver prochain.

## L'échelle mobile

Les métaphores servent parfois à éclairer les questions, plus souvent à les obscurcir. Négliger l'idée, on se bat autour de l'image.

C'est ce qui se passe à propos de l'échelle mobile que d'aucuns ont voulu baptiser Echelle mouvante, et d'autres Tapis roulant.

En somme, de quoi s'agit-il ?

De maintenir à un certain standard le pouvoir d'achat des travailleurs. D'éviter, à chaque mouvement des prix, les négociations à perte de vue et les discussions dans le vague.

D'établir, à cette fin, une liaison entre les taux des Salaires et le coefficient officiellement enregistré du Coût de la vie.

Sur ces bases, l'accord, semble-t-il, doit se faire aisément. C'est du simple bon sens. Je dirai même : c'est de l'expérience sociale. Ceux-là qui en repoussent le principe l'appliquent, sous une forme ou sous une autre, dans la pratique.

Les oppositions commencent aux points suivants. L'ajustement des Salaires au Coût de la vie sera-t-il automatique dans son déclenchement, rigoureusement exact dans ses proportions, universel dans son application ? Autrement dit, l'index montant ou baissant de trois pour cent, toute l'échelle des Salaires et Traitements se mettra-t-elle immédiatement

men en branle dans le sens et la mesure indiquée ?

Ou bien admettra-t-on seulement une révision périodique, quand le coefficient a bougé d'un certain nombre de points — la possibilité de freiner les variations à la hausse comme à la baisse, suivant les nécessités économiques ou sociales ? — la distinction enfin entre, d'une part, l'élément vital du Salaire doublé des Allocations pour charges de famille et mère au foyer et, d'autre part, les Salaires et Traitements de qualité ?

Sans prétendre épuiser le débat, ne peut-on pas dire qu'en phase normale de stabilité monétaire et de faibles variations des prix, l'ajustement périodique, automatique et absolu est le plus propice à la Paix sociale comme aux véritables intérêts de la production ? Qu'en période de crise, au contraire, il y a lieu de s'inspirer des directives gouvernementales en matière économique et qu'il faut s'attacher, par-dessus tout, au maintien du Salaire réel, en donnant plus de souplesse au jeu de l'échelle mobile et en veillant, par-dessus tout, aux mouvements du Salaire vital et des Allocations familiales, compte tenu de la mère au foyer.

C'est le sens de l'article inclus dans la Loi sur la Conciliation et l'Arbitrage et qui se rapproche sensiblement de notre programme et de notre esprit.

DEMOS.

## Au Ministère des Travaux publics

une délégation du Bureau Fédéral, conduite par notre ami Gaston TESSIER, secrétaire général de la C.F.T.C., a été reçue par M. Frossard, ministre des Travaux publics, le 11 mai, à 15 h.

La Délégalion a entretenu le Ministre d'un certain nombre de questions intéressant le Personnel des Chemins de Fer, Salaires, Allocations familiales, Retraites, Semaine de Quarante heures, Assurances Sociales, Tableaux d'aptitude des Agents des Services Centraux, Coordination des Transports, Situation spéciale des Agents du réseau d'Alsace-Lorraine.

La Délégalion a souligné l'avantage d'une participation des Organisations Syndicales les plus représentatives, à toutes les Commissions ou les intérêts du Personnel sont engagés.

Le Ministre a déclaré qu'il examinerait avec la plus grande bienveillance les suggestions présentées.

A la suite de cette audience et pour répondre au désir du Ministre, nous lui avons adressé la lettre suivante accompagnée d'un certain nombre de notes dont celles que nous publions ci-dessous.

Paris, le 19 mai 1938.

Monsieur FROSSARD,

Ministre des Travaux Publics,

Nous avons l'honneur de vous adresser, sur votre demande, les notes suivantes : — Salaires, Allocations familiales, Indemnités ; Retraites.

— Représentation Syndicale dans les divers organismes officiels.

— Facilités de circulation sur les Services automobiles remplaçant des Lignes de Chemin de Fer supprimées.

— Nouvelle organisation de l'ancien Réseau d'Alsace et de Lorraine.

(Une note sur la Coordination des transports vous a été remise à l'audience que vous nous avez accordée le 10 Mai courant.)

Ces notes résument l'exposé que nous vous avons fait de nos principales revendications au cours de cette dernière audience.

Nous vous serions reconnaissants de les examiner avec bienveillance et de nous faire connaître la suite que vous aurez cru devoir y donner.

Le Secrétaire Général,

### LES SALAIRES ALLOCATIONS FAMILIALES INDEMNITES

A la suite du vote de la Loi de décembre 1937 accordant aux Fonctionnaires, à dater du 1<sup>er</sup> octobre 1937 :

— une allocation temporaire de Cherté de vie ;

— une majoration des Indemnités de résidence ;

— une majoration des Indemnités de déplacement ;

le Comité de Direction des Retraites, puis la S. N. C. F., ont appliqué ces mesures au Personnel des Chemins de Fer.

Malheureusement ces allocations étaient notablement insuffisantes et ne correspondaient pas à la hausse du Coût de la vie.

Mais, de plus, elles ne majoraient pas tous les éléments entrant dans la rémunération ; aucune majoration n'était accordée pour les Allocations familiales, ce qui avait l'inconvénient d'aggraver la situation des travailleurs chargés de famille, non seulement par rapport à la hausse du Coût de la vie, mais encore par rapport à leur situation vis-à-vis de leurs camarades sans charges de famille.

Or, les indices du Coût de la vie ayant continué leur hausse depuis Octobre, les Salaires, Allocations, Indemnités devaient de plus en plus insuffisants. Tandis que l'indice général passait de 658 (moyenne du quatrième trimestre 1937) à 688 (premier trimestre 1938), les indices du Coût de la vie d'une famille ouvrière de quatre personnes, à Paris, passaient de 659 en Décembre 1937 à 702 en Avril 1938 ; et, pour la France, de 620 (moyenne du troisième trimestre 1937) à 647 (moyenne approximative du premier trimestre 1938).

Nous estimons qu'une augmentation de tous les Salaires, Allocations familiales, Indemnités de résidence, de déplacement et autres indemnités diverses de remboursement de frais, proportionnelle à la hausse du Coût de la vie, est absolument nécessaire.

Cette augmentation est d'autant plus urgente qu'actuellement, dans l'Industrie, il est procédé un peu partout à des rajustements de Salaires qui, s'il ne nous est pas donné satisfaction, ne peuvent qu'aggraver la situation des Agents de Chemin de Fer par rapport à leurs camarades de l'Industrie.

Nous nous permettons de vous signaler combien il devient indispensable que l'Echelle mobile soit appliquée aux Cheminots en ce qui concerne la variation de tous les éléments entrant dans leur rémunération.

Ce principe de l'Echelle mobile étant admis par la Loi du 4 Mars 1938 sur la Conciliation et l'Arbitrage pour les Industries privées, il est nécessaire que, chaque fois que les Salaires des travailleurs de l'Industrie varient, ceux des Agents des Services Publics varient également si l'on veut garantir aux uns et aux autres un pouvoir d'achat équivalent.

Enfin nous serions partisans de l'attribution d'une Allocation spéciale à la

femme restant au foyer et n'y exerçant aucune profession lucrative.

Nous pensons qu'il est plus juste d'encourager les femmes à rester chez elles, pour se consacrer uniquement aux travaux du ménage, à l'entretien et à l'éducation de leurs enfants, plutôt que d'engager de prendre des mesures contre les femmes travaillant au dehors.

### LES RETRAITES

Nous avons toujours demandé qu'à chaque variation du traitement des Cheminots en Activité de Service corresponde une variation équivalente des Retraites et que cette variation soit proportionnelle au nombre d'années de service actif de chaque retraité.

Nous trouvons injuste le système des allocations forfaitaires, telles qu'elles sont appliquées actuellement. Ainsi, un Retraité ayant vingt-deux années, bénéficiant de l'article 7 du Décret-Loi du 19 Avril 1934, touche l'Allocation annuelle de 720 francs, parce que bénéficiant de la Retraite normale, alors qu'un réformé ayant vingt-quatre années ne touche que l'Allocation de 360 francs.

Nous faisons remarquer que, par ailleurs, les Retraites n'ont pas reçu d'Allocation correspondant à celle allouée aux Agents en Activité de Service, en conséquence de la Loi du 23 Mars 1937.

Nous demandons donc la péréquation des Retraites correspondant à l'augmentation de Salaires demandée par nous pour les Agents en activité de service.

Des Retraités, en nombre restreint d'ailleurs, ont des enfants en bas âge à leur charge ; ils touchent de ce fait des Allocations spéciales. Nous demandons que ces Allocations soient égales à celles qui sont versées pour les enfants de même rang aux Agents en Activité de service. Nous ne comprenons pas les raisons qui font donner des Allocations pour enfants plus faibles aux Retraités qui ont, par ailleurs, leurs ressources fortement diminuées.

Nous demandons que la proposition de Loi Meck prévoyant :

— La péréquation des retraites ;

— La réversibilité de la pension de la femme sur le mari, comme cela est prévu par la Loi sur les Assurances sociales ;

— La réversibilité sur les parents à charge ;

— La possibilité pour la femme ayant quinze ans de service de prendre sa Retraite proportionnelle ;

soit prise en considération et votée le plus tôt possible par le Parlement.

Enfin, nous demandons que la S. N. C. F. applique d'une façon plus large qu'elle n'en a l'intention l'ancien Article 7 du Décret du 19 Avril 1934. Cela permettrait peut-être un embauchage plus grand de jeunes ou le passage dans le Cadre Permanent d'un nombre plus important d'auxiliaires.

Ces notes ont été adressées également à M. GUINAND, Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.F., avec la lettre que nous publions ci-après :

Monsieur le PRÉSIDENT du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.,

Monsieur le Ministre des Travaux Publics ayant accordé une audience à notre Fédération le 10 mai courant, nous lui avons remis un certain nombre de notes concernant nos principales revendications, dont nous vous adressons ci-joint copie.

Ces revendications étant également de votre compétence, nous avons l'honneur de solliciter de votre bienveillance une audience afin de vous donner toute explication complémentaire que vous pourriez désirer.

Veillez agréer, etc.,

Le Secrétaire Général.

### AVIS IMPORTANT

Les camarades désirant des photos du Congrès Fédéral, prises soit au cours des séances de travail, soit au banquet de clôture, sont priés de s'adresser directement au photographe à l'adresse ci-dessous :

PHOTO MEURISSE  
14, RUE DE ROME, PARIS (9°)  
TÉLÉPHONE : EUROPE 53-93

## Notre adhésion à la Convention collective du personnel du Cadre permanent

Paris, le 16 Mai 1938.

Le Directeur Général porte à la connaissance du personnel que quatre Organisations Syndicales ont adhéré aux textes du Livre I<sup>er</sup> (Droit Syndical) et du Chapitre 7 du Livre II (Représentation du Personnel) de la Convention Collective du Personnel du Cadre Permanent arrêtée d'accord entre la Société Nationale des Chemins de Fer Français et la Fédération Nationale des Travailleurs des Chemins de Fer de France, des Colonies et des pays de Protectorat, savoir :

La Fédération des Syndicats Professionnels des Cheminots de France et des Colonies, 5, rue Cadet, à Paris ;

L'Union Nationale de Défense Professionnelle, 34, rue du Cotentin, à Paris ;

La Fédération des Syndicats du Rail, 10, rue du Havre, à Paris ;

Le Syndicat National des Cheminots d'Alsace et de Lorraine, 1, place du Chemin de Fer, à Strasbourg.

Le Directeur Général :

R. LE BESNERAIS.

## L'UNITÉ SOUS LA FÉRULE D'UN PARTI POLITIQUE NOUS N'EN VOULONS PAS

Dans la Tribune du 23 Mai, nous sommes à nouveau épinglés.

Le Secrétariat fédéral est mécontent d'un article paru dans notre journal du 15 Mai dans lequel, paraît-il, nous tentons d'expliquer l'échec subi lors des dernières Elections dans les Services Centraux de la S.N.C.F.

On est expert chez les rédacteurs de la Tribune pour donner à ce qui est écrit, telle ou telle interprétation et, quand nous parlons d'un succès, la Fédération Cégétiste estime tout simplement qu'il ne s'agit que d'une défaite.

Or, la défaite en question consiste à avoir des élus dans plusieurs services et à obtenir un nombre de voix assez coquet même quand nous sommes battus, comme par exemple au Service des Retraites où nous recueillons 110 voix contre 145 à l'Organisation la plus représentative.

Voilà l'échec que nous tentons d'expliquer dans notre journal du 15 Mai.

Mais voyons plutôt l'essentiel de l'article de la Tribune.

Les Cégétistes reviennent une fois de plus à la charge pour nous inviter à réaliser l'Unité et à ne plus continuer à faire œuvre de diviseurs, alors que devant la Classe ouvrière se dresse un seul groupement patronal, la Confédération générale du patronat français, que préside M. Gignoux.

L'Unité ? Faut-il encore en parler ?

Est-ce que réellement on va continuer à nous prendre pour des naïfs et à vouloir nous faire croire, du fait de la fusion de deux Organisations, l'Unité Syndicale a été réalisée.

Nous ne reprendrons pas tous les arguments maintes fois exposés pour justifier notre position à l'égard de ce problème et nous posons tout simplement une question.

Est-ce que MM. DUMOULIN, BELIN, FROIDEVAL et autres militants d'importance, de la vieille C.G.T. sont enchantés de cette Unité ou pour mieux dire de cette colonisation du Syndicalisme Ouvrier par un Parti Politique ?

Faut-il citer cette phrase que, au lendemain du Congrès de l'Union Régionale Parisienne, FROIDEVAL écrivait dans Syndicats :

« Glorification de l'U.R.S.S., justification des fameux procès de Moscou, affirmation de formules genre faire payer les riches, insultes aux pacifistes non administrateurs du Pacte Franco-Soviétique, attaques contre les Socialistes qui abandonnent le pouvoir à la réaction, rien ne manque à ce Congrès qui, ne l'oublions pas, était syndical. »

Et cette autre phrase que nous trouvons dans la lettre de démission qu'adresse à ses mandants un délégué dégoûté de son Organisation :

« Depuis un certain temps, cette Liberté tend à disparaître et il n'est plus possible d'élever la voix, de donner une suggestion ou d'exprimer une opinion sans se faire insulter grossièrement, voire même menacer de voies de fait. »

Et, n'en ont-ils pas soupé de l'Unité ces camarades Agents de Trains du Nord (des provocateurs, sans doute), qui, ayant quitté l'Organisation Cégétiste, réclament dans un tract, la véritable démocratie syndicale, l'indépendance du syndicalisme et affirment que LA POLITIQUE A POURRI LE SYNDICALISME.

Et c'est dans une pareille galère que l'on veut nous embarquer. Non, non et non, et nous ne craignons pas de le répéter, au risque de faire encore tressaillir le Secrétariat fé-

## LA S.N.C.F. DEMANDE NOTRE COLLABORATION pour AMÉLIORER l'exploitation des chemins de fer

Paris, le 25 mai 1938.

Monsieur le Secrétaire Général, Le Livre I du Contrat Collectif de notre Personnel a prévu, en son article 2, les mesures nécessaires pour nous permettre d'assurer une Collaboration inspirée par le désir d'améliorer, dans toute la mesure du possible, l'exploitation du Chemin de Fer.

Afin de mettre en œuvre cette Collaboration, j'ai demandé aux Directeurs des diverses Régions de convoquer les Représentants des Unions de Syndicats accrédités auprès d'eux, dans les conditions prévues par la lettre dont je vous adresse ci-joint copie.

Je suis certain que vous voudrez, par le moyen des Représentants accrédités auprès de moi-même, me donner tout votre appui dans cette œuvre et, dès maintenant, je serais heureux de vous recevoir pour avoir avec vous une première prise de contact en attendant que les résultats des Etudes faites par chaque Région puissent faire l'objet d'un nouvel examen en commun.

Veillez agréer, etc.,

Le Directeur Général :

Signé : LE BESNERAIS.

ORDRE DU JOUR N° 7

Paris, le 25 mai 1938.

Le Personnel suit tout l'intérêt que le Conseil d'Administration et moi-même portons à la recherche de toutes les économies réalisables dans notre exploitation.

Les représentants du personnel ont d'ailleurs souvent, soit directement, soit dans les réunions qu'ils ont, avec leurs Chefs, suggéré des économies intéressantes.

Mais le moment me paraît venu de faire plus et de leur faciliter ces suggestions.

A cet effet, tous les Fonctionnaires qui vont prochainement procéder à la réunion des Délégations Statutaires : Chefs d'Arrondissement, Chefs de Services, Directeurs d'Exploitation, feront précéder la réunion normale de ces Délégations d'une réunion préparatoire tenue un mois à l'avance au cours de laquelle les Délégués apporteront sur des cas concrets leurs propositions d'économies. Celles-ci feront l'objet d'une étude par les Services intéressés en vue d'un examen, un mois après, lors de la réunion normale de la Délégation.

Les résultats de cet examen me seront transmis afin de me permettre d'en tirer les conséquences utiles : mesures à prendre immédiatement ou propositions à faire au Comité et au Conseil d'Administration.

Par ailleurs, pour faciliter au Personnel la présentation des suggestions individuelles qu'il croirait devoir faire du point de vue des économies, et pour éviter que certaines puissent craindre que les idées mises en avant par eux ne soient pas transmises avec toute la célérité désirable, j'ai décidé qu'à l'exemple de ce qui se passe déjà dans certaines Régions, le Personnel aura la possibilité d'adresser directement ses suggestions au Service Central où elles seront étudiées et, le cas échéant, examinées avec lui dans des conditions qui feront l'objet d'une Instruction spéciale.

Dès maintenant, et sans attendre cette Instruction, je prie les Agents d'envoyer leurs suggestions sous enveloppe portant la suscription indiquée ci-dessous :

Monsieur le Directeur du Service de l'Organisation Technique (Suggestions) 8, Rue de Londres, 8, Paris.

Le Directeur Général, R. LE BESNERAIS.

Copie de la lettre de M. LE BESNERAIS, à MM. les Directeurs de l'Exploitation des Régions Nord, Est, Ouest, Sud-Est et Sud-Ouest.

Mon Cher Camarade,

Vous recevrez, d'autre part, les exemplaires nécessaires de l'Ordre du Jour que je fais paraître pour vous demander d'examiner et de faire examiner par les Fonctionnaires sous vos ordres dans les Délégations statutaires, toutes les mesures d'économies réalisables.

Par ailleurs, les divers Syndicats qui ont conclu avec nous, une Convention Collective du Personnel du Cadre Permanent ou qui y ont adhéré, n'ont-ils pas exprimé leur vif désir de collaborer avec nous à la recherche des économies dans l'exécution d'un Service auquel ils sont aussi attachés que nous-mêmes.

Cette collaboration doit normalement s'exercer dans le cadre des relations prévues à l'article 2 du Livre I du Contrat Collectif au Droit Syndical.

En effet, chaque Union de Syndicats, aux termes du troisième alinéa de cet article, a désigné ou va désigner, pour permettre l'examen en commun des questions d'ordre professionnel ou Syndical, des Représentants accrédités auprès du Directeur de chaque Région.

Je vous prie de convoquer ces Représentants pour leur demander de vous présenter leurs suggestions sur des cas concrets d'économies à réaliser. Vous voudrez bien les étudier, d'accord avec eux, et me les transmettre d'urgence avec vos propositions sous le timbre de la Direction de l'Organisation Technique pour me permettre de m'en entretenir, le cas échéant, après étude par les Services Centraux, avec les Représentants des Délégations accrédités auprès de moi en vertu du deuxième alinéa du même article 2 du Titre I de la Convention Collective.

Je n'ai pas besoin d'insister auprès de vous sur le grand intérêt que présente la recherche d'une telle collaboration pour dégrader et réaliser immédiatement toutes les économies compatibles avec la bonne marche de notre exploitation.

Votre dévoué Camarade,

Le Directeur Général, Signé : LE BESNERAIS.

(Suite page 2)

POUSSONS, ce qui ne nous empêchera pas de TOUJOURS PRÉCONISER L'ENTENTE entre TOUTES les Organisations Syndicales afin de pouvoir défendre la Classe Ouvrière sur le terrain purement professionnel.

Désiré DELSERT.



Nous avons donné notre acception par la lettre ci-dessous :

Paris, le 1<sup>er</sup> Juin 1938.

Monsieur LE BESNERAIS,  
Directeur Général de la S.N.C.F.,  
Nous vous accusons réception de votre lettre D 630-3, en date du 25 Mai 1938, et nous vous en remercions.

Votre proposition répond trop à notre doctrine de collaboration, base de toute notre action syndicale, pour que nous ne l'acceptons pas avec la plus grande satisfaction; d'autant plus qu'elle nous apparaît comme rompant avec la ligne de conduite suivie jusqu'ici, tant par le Comité de Direction des Réseaux que par la S.N.C.F. qui donnait le monopole de la Représentation officielle et de la Collaboration à une seule Organisation Syndicale.

Nous sommes donc à votre entière disposition pour une première entrevue à l'heure et au jour qui vous conviendront, afin d'avoir un échange de vues sur les méthodes de travail en commun qui seront suivies.

Il apparaît, néanmoins, qu'une collaboration avec nous sur le terrain de la recherche des économies, pour être vraiment utile, devrait être accompagnée d'une collaboration officielle dans tous les autres domaines de l'activité professionnelle.

Nous sommes certains que telle est votre conviction, et que vous ferez en sorte de nous donner satisfaction.

Veuillez agréer, etc.

Le Secrétaire Général.

## APRES NOTRE BEAU CONGRES FEDERAL

### En avant pour de nouvelles conquêtes !

La propagande syndicale ne doit jamais ralentir, mais il est nécessaire de lui accorder dans un temps déterminé un effort particulier et exclusif.

C'est dans ce but que nous avons pris les résolutions suivantes au cours de notre dernier Congrès Fédéral :

1<sup>o</sup> Consacrer le mois de Novembre 1938 au recrutement individuel;  
2<sup>o</sup> Organiser le 10 Décembre 1938, dans tous nos Syndicats, des réunions de propagande collective.

Et c'est ainsi qu'après que chacun de nos syndiqués aura travaillé dans le mois de Novembre à recruter un nouvel adhérent, que nous ferons cette manifestation d'ensemble qui consistera à demander à tous nos syndiqués d'exprimer, en un même jour, leur foi dans l'avenir du Syndicalisme Chrétien.

Mais la réussite de notre entreprise demande une longue et minutieuse préparation. Par conséquent, chaque mois, le Cheminot de France a vous apportera les suggestions de la Commission de Propagande dans des articles dont les sujets se rapportent aux deux questions ci-après :

1<sup>o</sup> Comment réussir dans le recrutement individuel;  
2<sup>o</sup> Comment assurer le succès d'une réunion de propagande.

Il nous reste maintenant à souhaiter que la Collaboration fraternelle et confiante des dirigeants de nos Syndicats et de la Commission de Propagande nous conduise vers de brillants succès.

## Commission fédérale de propagande

Réunion du 8 Mai

Après un exposé de PAILLIEUX sur les réalisations du Service Fédéral de Propagande depuis la réunion du 2 Janvier dernier, le Secrétaire Général a désigné un plan d'action pour l'année syndicale 1938-1939.

MERIAUX (Nord), appuyant et complétant les suggestions de LACASSAGNE, exprima le désir que soit mis sur pied, le plus rapidement possible, ce programme dont la réalisation méthodique doit donner les meilleurs résultats.

Dores et déjà, il est décidé de soumettre à l'approbation du Bureau Fédéral les résolutions suivantes :

1<sup>o</sup> Les Unions de Réseau sont invitées à fournir le plus rapidement possible à la Commission, les renseignements demandés par ses notes du 17 Janvier, afin de permettre l'organisation définitive des Secteurs fédéraux de Propagande;

2<sup>o</sup> Le mois de novembre prochain sera

## ELECTIONS A LA S.N.C.F.

Le 3 mai, les diverses tendances syndicales se mesurèrent pour la désignation des Délégués du Personnel dans les Services Centraux de la S.N.C.F.

Ces élections effectuées sans délimitation bien nette entre les différents services et, de ce fait, quelque peu incohérentes, n'ont pour nous qu'une importance relative, et cependant il est utile et même nécessaire de faire le point après ces premières escarmouches et d'en tirer un enseignement pour l'avenir.

Certes, tant que nous serons dotés du système de scrutin actuel, la Justice et la simple logique ne pourront jamais maintenir leurs droits et nous verrons encore DES CANDIDATS ELUS AU PREMIER TOUR SANS REPRÉSENTER MEME LA MOITIE DES ELECTEURS INSCRITS.

Quoi qu'il en soit, nous pouvons nous féliciter des indications fournies par ces dernières élections. Elles ont prouvé une fois de plus l'influence grandissante du Syndicalisme Chrétien et consolidé nos espérances pour l'avenir.

Ne voyons-nous pas, dans les Services les plus importants, nos candidats approcher sensiblement des candidatures cégétistes ?

Subdivision Centrale de la comptabilité et du Contrôle des Recettes : Catégorie B, plus de 60 % des voix de la C. G. T.

Catégorie C, plus de 80 % des voix de la C. G. T.

Service des Retraites :

Catégorie B, 80 % des voix de la C. G. T.

Catégorie C, élu.

Catégorie D, élu.

et cela malgré un décalage assez sensible des Echelles qui indiquait une volonté bien arrêtée de brouiller les cartes et le besoin pour d'aucuns de s'assurer contre un danger certain.

Malgré aussi le chantage électoral : Votez et faites voter pour les seuls organisations discutant le Contrat Collectif ! Quel cynisme ! Quelle glorification à froid d'UNE MENTALITE D'UNE DICTATURE !

Ce slogan qu'en pareille circonstance ne désavoueraient pas les plus chauds partisans d'un Hitler, d'un Mussolini ou autre Staline, a fait long feu. Les Cheminots ne sont tout de même pas des poires.

Il savent très bien que certains usent et abusent de l'influence politique de leurs amis et qu'en chantant des hymnes à la Liberté, ils s'efforcent de la supprimer à tous propos pour les besoins d'une mauvaise cause.

Il savent aussi qu'écartés, de par la volonté de quelques manitous, de la discussion, en vase clos, de la Convention Collective, les Syndicats Chrétiens n'ont jamais perdu le contact avec les sphères dirigeantes; que, toujours, ils ont apporté leurs suggestions, dont certaines ont été retenues. Ils savent que, désormais, du fait de leur adhésion à ladite Convention, ILS ONT ACQUIS LEGALEMENT LES MEMES DROITS que quiconque à DISCUTER DES PROBLEMES CHEMINOTS.

Il savent que le Syndicalisme Chrétien, fier d'une doctrine sociale qui a fait ses preuves et sur laquelle s'appuie son action, suivra toujours le chemin droit qu'il s'est tracé, sans démagogie.

## NOS ÉCONOMATS

Nos camarades ont été tenus au courant des dangers qui ont sérieusement menacé l'existence de nos Économats, sans crainte d'être démentis, nous pouvons affirmer que le Cheminot de France a été le premier dans la Presse syndicale à s'intéresser à cette affaire.

Le danger semble, pour le moment, écarté. Au Ministère du Commerce on nous a donné tous apaisements quant à l'éventualité d'une solution prise au moyen d'un Décret-Loi. Il nous appartient encore de veiller au grain pour le cas où serait reprise au Parlement la proposition de Loi de M. René DOMMANGE, proposition dont notre camarade BOUTE nous entretenait dans Le Cheminot de France du 1<sup>er</sup> avril dernier.

Alertés par nous, les Cheminots se sont à juste titre émus de la menace qui pesait sur leurs Économats. Ils ont protesté. Partout nos Syndicats ont saisi les Parlementaires par la communication d'ordres du jour de protestation. De son côté, le Bureau Fédéral a vigoureusement agi auprès des Pouvoirs Publics. Félicitons-nous des premiers résultats obtenus.

C'est égal, cette histoire a fourni une nouvelle occasion de constater comment on change facilement sa ligne de conduite dans certains milieux syndicaux.

Car si nous savons avoir été les premiers à le faire, nous n'avons pas la prétention de dire que nous avons été les seuls à agir. Sous la poussée de l'opinion cheminote, la Fédération Cégétiste a également fait quelque chose. La Voix des Cheminots du Nord, puis La Tribune se sont enfin occupées de la question et ont pris la défense des Économats.

Mais cela n'efface pas le souvenir d'articles lus dans d'autres Tribunes, et notamment celui que signalait

comme sans faiblesse et sans compromission d'autrui sorte. Ils savent tout cela et ils ont compris. C'est pourquoi nous voyons libéré de tout sectarisme et où chacun pourra, en toute liberté et suivant ses convictions, œuvrer dans l'Organisation Syndicale de son choix à l'amélioration du sort de ses frères de travail.

Moge, Contrôle des Recettes.

## Quelques chiffres

Pour couper court à toute polémique sur les résultats des élections des Délégués du Personnel dans les Services Centraux de la S.N.C.F., nous avons bloqué l'ensemble des résultats pour les diverses catégories où nous avons présenté des candidats (ce sont précisément les catégories qui comportent le plus grand nombre d'électeurs). Nous avons ajouté au chiffre des élus, respectivement dénombrés par la C.G.T. et par les Syndicats Chrétiens, celui, au moins aussi important, des suffrages recueillis par chacun des deux syndicats.

Catégorie	C.G.T.	C.E.T.C.
Elus Voix	Elus Voix	
A (éch. 1 à 4) .. 8	151	8
B (éch. 5 à 9) .. 24	1.063	8
C (éch. 9 à 11) .. 14	149	7
D (éch. 10 à 11) .. 6	42	3
	2.107	13

Soit un élu pour 20 voix en faveur de la C.G.T., et un élu pour 69 voix en faveur de la C.E.T.C.

## NOTRE CONGRES ET LA PRESSE

A la liste des journaux ayant inséré les communiqués concernant les travaux de notre Congrès fédéral ou publié des articles originaux sur cette manifestation, nous devons ajouter les noms ci-après :

La Jeune République;  
Le Petit Démocrate;  
Le Nouvelliste, de Chauny.  
Le Républicain, de Tarbes.

En remerciant tous ces organes de l'hospitalité qu'ils ont réservée dans leurs colonnes à l'activité du Syndicalisme Chrétien chez les Cheminots, nous nous excusons des omissions involontaires qui auraient pu se produire dans notre énumération.

L. R.

M. DUPUY, le 1<sup>er</sup> juin 1931, et qui se terminait par une invitation pressante à tous les Cheminots à voter pour la suppression des Économats et leur remplacement par des Coopératives révolutionnaires.

C'était La Tribune Unitaire, nous répondait-on. Oui, mais précisément c'était le journal de la tendance qui, actuellement, conduit les destinées de la Fédération Nationale des Cheminots. Que pense aujourd'hui M. DUPUY ?

Tout cela explique le désarroi de pas mal de militants dans cette fameuse affaire des Économats. Ici, on est sûr; là, on reste prudemment dans l'expectative; ailleurs, on est carrément contre. Oh ! beautés de l'Unité !

Et que dire des pétitions qui, l'après-midi, presque terminées, se sont mises à circuler un peu partout dans les Chantiers, Dépôts, Ateliers, Bureaux, etc. ? Pourquoi des pétitions ? Lorsque des représentants d'une Organisation doivent parler au nom de leurs adhérents, est-il besoin qu'ils recourent à chaque fois une nouvelle procuration sous forme de pétition ? Nous ne sommes pas, quant à nous, opposés au principe de la coopérative, nos Syndicats Chrétiens en possèdent, et qui fonctionnent à la satisfaction générale, mais nous ne pouvons admettre cette manie de vouloir démolir d'abord ce qui existe — et qui rend service — sous le prétexte de faire mieux. Qu'on fasse d'abord toutes les expériences que l'on voudra, il ne manque pas d'endroits où l'on ne craindra même pas la concurrence des Économats. Si ces expériences réussissent il sera toujours temps d'agir.

Mais voilà, toutes les expériences ne sont pas concluantes. Nous nous rappelons La Bellevilloise, et dame, ça n'est pas très engageant.

K. Chapret.

comme sans faiblesse et sans compromission d'autrui sorte. Ils savent tout cela et ils ont compris. C'est pourquoi nous voyons libéré de tout sectarisme et où chacun pourra, en toute liberté et suivant ses convictions, œuvrer dans l'Organisation Syndicale de son choix à l'amélioration du sort de ses frères de travail.

Moge, Contrôle des Recettes.

## LA S.N.C.F. ET LES PROBLÈMES TECHNIQUES FERROVIAIRES

### I. — La métallisation des voitures à boggies à caisse en bois.

La Presse a parlé — d'une façon plus ou moins exacte et plus ou moins heureuse — des essais qui ont été faits, en décembre dernier, entre Aigrejeu et Rochefort, en vue de la mise au point d'un projet de métallisation de voitures en bois, conçu par l'ancienne Direction du Réseau Etat.

L'intérêt de ces essais a été augmenté par la prise de films techniques. Des articles parus dans diverses revues ont traité de cette réalisation et des essais qui l'ont suivie et ont attiré l'attention sur l'intérêt documentaire et financier de l'entreprise.

Étant donné que la question nous touche au plus haut point, nous avons cru intéressant nos camarades en donnant ici une analyse des articles techniques qui en ont révélé la physiologie exacte.

Tout d'abord, nous croyons savoir que c'est la première fois qu'une opération de ce genre concilie à la fois la sécurité et l'économie.

Il ne s'agit pas, en effet, d'une reconstruction presque totale de la voiture, mais d'une transformation en éléments actifs de résistance des parties de la caisse, qui, jusqu'alors, n'aurait aucune sécurité en cas d'accidents graves survenant en service.

Le problème technique a été résolu de la façon suivante : on a substitué au charpente bois des faces, des bouts et du pavillon, une ossature métallique rendue solidaire du châssis par soudure et rivure.

L'ensemble caisse-châssis forme donc une véritable poutre en caisson dont tous les éléments contribuent à la résistance totale du véhicule.

Signalons spécialement le renforcement des bouts par emploi d'une tôle d'acier de 6 mm. formant bouclier et adjonction de poutrelles et de caissons anticolision de grande section.

Les éléments rapportés sont construits en série, sur mannequin, donc économiquement; le cloisonnement intérieur n'a pas été démonté, toutes les pièces de la garniture, du chauffage et de l'éclairage sont réemployées telles qu'elles.

Le prototype ainsi réalisé a été soumis à des essais de résistance ayant pour but de s'assurer que la transformation de la voiture correspondait bien à une amélioration de tenue en cas d'accident.

C'est ainsi que, pour la première fois, des essais réels de tamponnement ont été entrepris sur la ligne désaffectée de Rochefort à Aigrejeu.

La voiture métallisée incorporée dans un train stationné au bas d'une rampe a reçu le choc d'un convoi tamponneur dans des conditions particulièrement sévères. Une déviation avait été créée à l'arrière de la voiture à essayer pour que le chevauchement des tampons soit inévitable et que tout l'effort de tamponnement soit concentré sur le bout de la voiture en question.

On a constaté, après un essai très probant que la voiture métallisée présentait des garanties de sécurité sensiblement de même ordre que celles offertes par les voitures métalliques neuves. Elle présente, en outre, l'avantage de peser 10 tonnes de moins que ces dernières.

Au point de vue financier, l'intérêt n'est pas moindre, puisque le prix de revient de l'opération présente, avec le prix d'une voiture métallique neuve, une différence considérable.

Une première commande portant sur 100 voitures serait, paraît-il, en cours d'exécution. Pour une fois, voilà du bon travail à l'actif de la S.N.C.F.

A. P.

### II. ESSAI D'UN AUTORAIL A GAZOGÈNE ENTRE PARIS ET RAMBOUILLET.

La Société Nationale des Chemins de fer vient de prendre livraison du premier Autorail à gazogène, commandé dès 1936.

Le nouvel engin, après mise au point, a fait l'objet d'un essai officiel qui a eu lieu récemment sur le parcours de Paris-Montparnasse à Rambouillet, en présence de M. André LIATTEY, sous-secrétaire d'Etat à l'Agriculture, et de M. GUINAND, Président de la Société Nationale, et des Travaux Publics s'étant fait représenter.

Cet Autorail à gazogène diffère des types déjà construits par une puissance bien supérieure (280 CV) et une plus grande capacité (95 places); il accomplit des performances remarquables, les Autorails Diesel ou à explosion les plus modernes.

Doté d'un moteur à essence 12 cylindres, il est alimenté indéfiniment par un réservoir de 100 litres, et est capable de la carbonisation des vieilles traverses de bois. Il peut parcourir 500 kilomètres sans rechargement.

On sait l'importance primordiale que présente, pour la défense nationale, l'usage des combustibles nationaux. On peut espérer que, si l'emploi du bois se développe, on aura par ailleurs contribué à assurer la juste répartition des richesses, seul moyen efficace d'endiguer et de canaliser la production ?

Il y a actuellement 400.000 chômeurs environ en notre pays de France. Le chômage partiel augmente constamment. La moyenne des heures de travail est très inférieure à 40 heures par semaine.

Ne voit-on pas quel terrible danger constitue pour la paix sociale l'existence de telles armées de mécontents, d'agités, de miséreux prêts à écrouler n'importe quel faux messie qui leur promettrait du travail et une vie normale ?

S'il faut produire, qu'on permette d'abord à tous les bras de s'employer, après quoi, on verra bien si les nécessités de la production exigent l'adoption d'autres mesures.

Léon Delsert.

## Revue de la Presse

### La natalité

Ce que nous pouvons faire

De la REVUE DE L'ALLIANCE FRANÇAISE (Avril 1938) :

Il nous serait très facile, si nous le voulions, de dépasser l'Allemagne sous le rapport de la vitalité.

Une politique de natalité aurait en France de meilleures chances de succès qu'en Allemagne; dans le Reich, en effet, la population rurale ne représente plus que 20 p. 100 environ du total des habitants; tout le reste vit dans les grandes villes et, en forte partie, dans des grandes villes où il est difficile d'élever des familles nombreuses; en France, au contraire, 45 p. 100 de la population vit encore à la campagne et il est facile d'élever des enfants quand on a une maison et des champs.

D'autre part, l'Allemagne était tombée, en 1932, bien plus bas que la France sur l'échelle de la stérilité; il lui a fallu déployer un sérieux effort pour remonter à notre niveau; il ne lui sera pas facile d'en fournir un second, et cela d'autant plus que son territoire est plutôt stérile et qu'elle enregistre actuellement des excédents de naissances considérables. Le gouvernement allemand n'a pas eu de peine à faire admettre par toute la Nation que c'est une honte pour un jeune ménage de n'avoir aucun enfant; il lui sera beaucoup plus difficile de faire comprendre à la Classe ouvrière qu'il est nécessaire actuellement de multiplier les naissances et quaternaires enfants, alors qu'on lui répète que l'Allemagne est à l'étroit à l'intérieur de ses frontières et qu'elle doit se rationner au point de vue alimentaire.

Enfin, le Chancelier HITLER et la

Vice-Chancelier GÖRRING n'ont pas, d'enfant, ce qui est un fâcheux exemple, et le Gouvernement allemand ne peut guère compter, pour une campagne en faveur de la natalité, sur l'aide du Clergé catholique ni même sur le Clergé protestant dont il a fait déclinier l'influence.

Les atouts que nous avons en mains

En France, au contraire, il serait extrêmement facile de faire comprendre à toute la population qu'il faut multiplier les familles moyennes et encourager les familles nombreuses, parce que la natalité conduit la France à la ruine, à la guerre, à la mort. Il suffirait pour cela que nous ayons demain un Président du Conseil qui soit un homme de cœur, qu'il expose sans réticence à la tribune de la Chambre et dans des appels répétés au Pays les vérités élémentaires que l'Alliance Nationale s'efforce de répandre et que le Gouvernement demande à toute la Presse son concours pour montrer à la Nation l'abîme dans lequel elle se laisse glisser.

En France également, il n'y a pas à redouter le réflexe inspiré par la crainte de la supplantation, puisque les deux tiers du territoire se dépeuplent et que nous avons un excédent de décès, et nous avons en faveur de la natalité cet argument scientifique que ne possèdent pas les Allemands : le danger que nous fait courir notre infériorité vis-à-vis de nos voisins plus nombreux que nous.

Qu'il ne soit permis d'ouvrir ici une parenthèse, en indiquant sommairement une série de mesures que devraient prendre nos dirigeants :

1<sup>o</sup> une réglementation stricte de l'emploi de la main-d'œuvre étrangère; 2<sup>o</sup> une législation plus équilibrée en faveur des populations rurales s'adaptant à l'Agriculture;

3<sup>o</sup> une lutte sévère et implacable contre les laïcs et une législation permettant aux travailleurs l'accession à la petite propriété. Enfin et surtout des salaires suffisants au Chef de famille pour faire vivre la maison, en rapport avec le coût de la vie et devant permettre à la mère de famille de rester au foyer pour y accomplir sa mission providentielle. Il en est d'autres encore mais qui ne relèvent que de la conscience de chacun et que la gravité et l'immensité du péril doivent éveiller.

Nous pouvons nous appuyer sur le sentiment d'égalitarisme si cher aux Français, si nous demandons pour les Pères et les Mères de famille le même niveau d'existence que pour les sans-enfants; et quand un Gouvernement voudra agir, il pourra obtenir le concours le plus actif de tous les Clergés français dont les dirigeants sont pleinement acquis à la lutte contre la dépopulation.

Enfin, nous avons cette chance que la France est un pays privilégié de la nature où il fait bon vivre : nulle part les enfants qui viennent au monde ne trouvent une vie plus heureuse, sous un ciel plus doux, si nous savons rendre justice à la famille.

Je m'arrête, et cependant c'est un sujet si poignant, devant lequel s'écroulent et s'évanouissent les mesquineries d'influence que certains parent d'etiquettes grandiloquentes nullement en rapport avec la réalité.

### C.G.T. et ouvriers forestiers

Du SYNDICALISTE CHRETIEN (avril 1938) :

Le Syndicaliste Libre publie un article : Démagogie autour des augmentations de salaires des ouvriers forestiers. Les ouvriers forestiers connaissent au mieux ceux qui ont fait de la démagogie. C'étaient les rouges qui, en été et en automne 1937, faisaient semblant de

vouloir procurer aux ouvriers forestiers toutes les améliorations imaginables. Après une année et demie de Gouvernement de Front Populaire, les ouvriers forestiers ont pu constater, non sans surprise, que le pouvoir (façade de leurs salaires a diminué au lieu d'augmenter).

Si cela continue encore un moment, les rouges prétendront un jour que les Ministres, qui ont traité les ouvriers forestiers si pauvrement, ont été des Syndicalistes Chrétiens.

Il est prouvé que nos camarades MECK et HARTMANN sont intervenus à plusieurs reprises au Ministère et à la tribune de la Chambre et d'autre part, nos Syndicats ont fait des démarches à Strasbourg et à Paris pour obtenir une augmentation de salaires pour ces ouvriers.

Pendant ce temps-là, la C.G.T. dormait !

Assurément cette corporation des Ouvriers forestiers ne constitue pas une masse dans l'effectif syndical, c'est sans doute pourquoi ses revendications sont jugées peu dignes d'intérêt !

### Fascisme syndical

Du même (même date) :

Le 17 Juin 1937, notre ami SERRA-RENS, Secrétaire Général de la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens, avait, à la tribune du Bureau International du Travail, contesté les pouvoirs des Délégués ouvriers de l'I.L.R.S.

L'argumentation de notre ami était basée sur le fait que le Syndicalisme Russe était incompatible avec le principe de Liberté Syndicale qui est à la base de l'Organisation Internationale.

En effet, le Statut de l'institution générale exige que les Délégués gouvernementaux, patronaux, ouvriers de chaque pays jouissent d'une rigoureuse indépendance les uns à l'égard des autres. Il n'était donc pas difficile à notre ami de démontrer que les syndicats de ce pays n'ont aucune liberté, sinon celle d'approuver tout ce que fait leur Gouvernement.

Une fois de plus, les faits et les événements viennent infliger un cinglant démenti à toutes les calomnies colportées et en même temps confirmer l'honnêteté et la logique de notre attitude.

Preuve nouvelle de la mise en tutelle de la vieille C.G.T. sous la férule Moscovitaire, l'incident encore

cette intervention, qui n'était dictée par aucun intérêt d'ordre politique, ne faisait que compléter toutes celles qui avaient eu lieu précédemment concernant les Délégués d'Allemagne, d'Italie et d'Autriche; interventions auxquelles s'étaient pleinement associés les Syndicats Chrétiens.

Nous avons pu constater, par l'attitude des Délégués ouvriers cégétistes, que pour nos camarades de la F.S.I. il y a deux sortes de Liberté et deux sortes de Fascisme syndical : l'un qu'il faut combattre et exterminer, et l'autre avec lequel on peut composer et qu'il faut au besoin soutenir.

Notre ami SERRA-RENS s'est étonné d'apercevoir, depuis trois ans, l'état mental dans toute la presse démocratique du B.I.T. Il ne fut pas réjoui, par la faute de la majorité du Groupe ouvrier qui ne lui pardonnait pas son intervention.

Le plus piquant de toute cette affaire, c'est que les journaux de ce bord qui, à l'époque, ont relaté avec les compliments que vous devinez l'intervention de SERRA-RENS; qui ont profité de l'occasion pour faire campagne contre nos Organisations, se voient contraints aujourd'hui de publier des notes du genre de celle-ci : Les Syndicats Russes ne sont pas des Syndicats dans le sens où on l'entend dans toute la presse démocratique, des Syndicats libres, mais des Fronts de travail sous le contrôle du Gouvernement; ils sont aussi différents des Syndicats libres que le sont les Démocraties de la Dictature.

De cet état de passage ? De M. CRENIN, Président de la Fédération Américaine du Travail, membre de la Fédération Internationale Syndicale (F.S.I.). Les mêmes réserves furent d'ailleurs faites par les Syndicats anglais, ainsi que plusieurs autres.

Une fois de plus, les faits et les événements viennent infliger un cinglant démenti à toutes les calomnies colportées et en même temps confirmer l'honnêteté et la logique de notre attitude.

Preuve nouvelle de la mise en tutelle de la vieille C.G.T. sous la férule Moscovitaire, l'incident encore

récent, survenu au Stade Buffalo, où le Secrétaire Général de la C.G.T. ne put prendre la parole, est un fait suffisamment caractéristique et qui démontre clairement que l'omnipotence JOEUAUX est devenue par ses troupes d'extrême gauche et le rôle d'ATONNEMENT vis-à-vis de ROBES-PIERRE. Ce n'est pas rassurant pour lui, encore moins pour la Classe ouvrière.

C'est juste, c'est raisonnable, mais encore faut-il ne pas aller jusqu'à la censure alarquée, un Salaire familial suffisant, oui, mais, certains retraités pourraient-ils, eux, éviter le travail noir ?

Les occupations d'usines

Du BULLETIN D'INFORMATIONS DE LA C.E.D.P. (1<sup>er</sup> mai 1938) :

Le Bureau de la C.G.T. de Belgique, réuni le 26 avril 1938, débattant sur les mouvements survenus dans le Pays ces derniers jours, particulièrement l'occupation de certaines mines de charbon de la région de Liège, considère que ces mouvements ont été déclenchés par des personnes sans responsabilité dans l'Organisation syndicale, à l'insu de cette dernière et contre la volonté de ses militants responsables; considère que ces mouvements pareils, comme d'ailleurs, tout mouvement désordonné, ne servent guère l'intérêt des ouvriers ni celui de leur Organisation syndicale et que, par conséquent, ils sont à désapprouver très énergiquement.

La C.G.T. française ferait bien de s'inspirer de ce communiqué et de le mettre en application. En ces temps douloureux de Crise et de Chômage, les Ouvriers seuls doivent être occupés et les locaux doivent retentir du bruit de leur occupation laborieuse. Au lieu de cela, qu'avons-nous vu, tant de fois ? des locaux occupés par une bande de types innocents !

A. Mansuy.



# LE CHEMINOT DE FRANCE

## COMMISSION FÉDÉRALE DES AGENTS DES CADRES ET TECHNICIENS

Après la propagande, l'organisation définitive. Après l'organisation définitive, la propagande

### NOTRE ORGANISATION "CADRES"

Le fait que nous existions et que nous agissions nous a valu de très nombreuses adhésions. Des adhérents de quelques mois se sont révélés excellents militants de notre Organisation spéciale aux Echelles des Cadres. Chaque grande ville possède maintenant ses Délégués Cadres et je ne puis prétendre les citer toutes ici. Chaque Union ou Syndicat de Région possède sa Commission d'Agents des Cadres et Techniciens.

Mais l'Organisation Cadres, plus que toute autre, doit être poursuivie sur le Plan Fédéral, car pour nous le Service Central de la S. N. C. F. intervient d'une façon beaucoup plus directe et active que pour les Agents non Cadres.

Notre Commission Fédérale d'Agents des Cadres et Techniciens a été créée il y a plus d'un an et a rendu de très grands services, mais les progrès de notre mouvement exigent une centralisation plus grande de l'action syndicale et de la propagande. Pour coordonner les efforts de militants répartis sur tout le pays il faut une Commission non-bureaucratique dans laquelle tous les grands Centres et tous les Services soient représentés.

Notre Commission ancienne, qui était surtout parisienne, s'efface donc devant l'organisme nouveau, véritable Conseil Fédéral des Cadres, chargé de toutes les mesures concernant les Cadres et qui fait la large place aux militants de Province. Un Bureau provisoire a succédé — sans grandes modifications — au Bureau de l'ancienne Commission. Un Bureau définitif lui succédera à son tour dès la première réunion de la Commission nouvelle.

Nos Camarades constatent le souci d'organisation qui nous anime, c'est que, pensons-nous, une organisation est indispensable au tournant de notre histoire auquel nous sommes arrivés. Notre Organisation d'Agents des Cadres et Techniciens est maintenant majeure et, comme telle, est seule chargée de l'ensemble des questions Cadres. Sa Com-

mission Fédérale sera à la hauteur de sa tâche et compte sur tous.

Les responsables élus travaillent efficacement pour leurs Collègues à TOUS DE COMPLÉTER LEUR ACTION PAR UNE PROPAGANDE PERSONNELLE.

Notre Section de Cadres sera bien représentée auprès de la S.N.C.F., car la Délégation fédérale permanente auprès du Directeur Général de la S.N.C.F., désignée le 26 avril par le Bureau Fédéral, comprend plusieurs Agents des Echelles des Cadres, dont notre Secrétaire. Nous constatons ainsi que dans notre Organisation Syndicale, le responsable Cadres, désigné exclusivement par ses camarades, a accès direct auprès de la Direction Générale.

La Commission le charge dès maintenant de protester contre le RETARD APORTE DANS LES NOMINATIONS depuis que le visa de la S.N.C.F. est devenu nécessaire. Ce n'est pas la seule cause du retard, car trop de Services profitent de ce retard nouveau pour se soucier moins de faire vite.

Des postes de sécurité en direction restent deux mois sans titulaire (exemple de la Gare de Soissons, sur le Nord) et quand un titulaire est désigné, on le prie de ne pas démissionner et il prend son poste contre paiement des frais de déplacement ; ses successeurs par décalage sont traités forcément de même. C'est ainsi que pour un Sous-Chef de Gare Principal qui ne peut émaner, cinq Agents sont à l'Hôtel loin de leur famille où ils sont nécessaires et avec leur Service (les trois fois huit) la vie d'Hôtel est intenable. La Région dépense 180 fr. par jour en frais de déplacement et cela ne fait l'affaire ni des Agents en cause ni du déficit.

Nous protestons énergiquement contre ces faits à propos desquels le mot SCANDALE ne nous paraît pas excessif.

La Commission.

### RÉFLEXIONS SUR LA PROPAGANDE

La propagande de notre mouvement spécialisée d'Agents des Cadres et Techniciens doit s'exercer dans plusieurs directions :

1° VISA-VIS DES AUTRES AGENTS.

Nous devons leur faire comprendre que nous ne sommes pas une dissidence ; que nous voulons les épauler et non pas les compromettre, les servir et non pas nous servir d'eux.

Toutefois, la propagande ne peut être pleinement efficace que si elle s'exerce d'égal à égal, si la personne sollicitée se sent à sa place dans l'organisation où l'on veut l'incorporer, si enfin elle et le sentiment de n'être ni trop isolée ni trop en flèche dans l'organisme en cours d'élaboration.

D'où la nécessité d'un Mouvement Cadres réunissant le plein des militants et des sympathisants possibles.

2° VISA-VIS DES CATHOLIQUES.

Nous devons leur dire que le Syndicalisme est une nécessité des temps modernes. Qu'il ne constitue pas un acte de lèse-autorité ou de lèse-hiérarchie. Que le Syndicalisme qualifié Chrétien a reçu de nombreux encouragements du Clergé, des Evêques et du Saint-Siège, tandis que les Catholiques sont tenus à une grande prudence vis-à-vis des Organisations Sociales de droite ou de gauche où l'encyclique *Rerum Novarum* est ignorée ou combattue.

3° VISA-VIS DES SYMPATHISANTS.

Nous ne leur demandons pas d'être Chrétiens au sens où l'entend

le catéchisme romain. Nous leur demandons simplement d'accepter l'héritage de vingt siècles de Civilisation Chrétienne, notamment, le respect de la dignité de la personne humaine et de la vie familiale, la justice et l'honnêteté des contrats, l'équité, la charité fraternelle, la collaboration et la fierté du travail.

Certains de ces principes sont battus en brèche par le Marxisme : c'est pourquoi nous réclamons la Liberté Syndicale et refusons d'adhérer aux Syndicats Marxistes.

A principes distincts, syndicats distincts.

A principes concordants, un seul drapeau de ralliement.

4° VISA-VIS DES DIPLOMES.

Nous ne boudons pas les diplômés, l'existence de deux formations distinctes, l'une pour les diplômés et l'autre pour les non-diplômés serait une absurdité dans le cas du Chemin de fer. Techniciens du Rail, c'est la diversité de notre recrutement qui fait notre force et c'est pour maintenir cette diversité que nous devons lutter contre des coteries trop prononcées dans un sens ou dans l'autre.

A ceux qui se sentent trop grands seigneurs pour venir chez nous, nous essayons de faire comprendre que leur abstention risque de compromettre le succès d'un mouvement dont ils reconnaissent le bien-fondé pour d'autres qu'eux (à moins qu'ils ne soient enclins au sectarisme politique, et alors nous n'insisterons pas).

H. SCHEIBER, Inspecteur au Sud-Ouest.

### NOS INTERVENTIONS

Avancement des Agents des Services centraux

Paris, le 14 Avril 1938.

Monsieur le Secrétaire Général,

Par lettre du 28 mars dernier, vous avez appelé mon attention sur l'avancement des Agents qui ont été affectés dans les différents Services Centraux.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que des mesures de nature à régler équitablement l'avancement des Agents passés dans les Services Centraux, qu'il s'agisse de Services fusionnés ou de Services créés, seront mises en application incessamment.

Ces mesures tiendront compte notamment des titres que les intéressés s'étaient acquis dans leur ancien Service et des fonctions qu'ils ont été confiées dans leur nouveau service.

Pour le Directeur général,

Agents révoqués, réintégrés puis décedés ou réformés avant 15 ans d'affiliation

Paris, le 4 Mai 1938.

Monsieur le Président de la Fédération des Syndicats Professionnels des Cheminots de France,

Vous avez appelé mon attention sur M. ancien Agent du Réseau qui a été révoqué en 1920, réintégré en 1934, puis réformé en 1936.

Saisie de la question, la Société Nouvelle vient de me faire connaître qu'elle a décidé, à titre de mesure bienveillante, d'appliquer à M., ainsi qu'aux agents, au nombre de 70 environ, réintégrés comme lui avant le vote de la Loi d'amnistie du 12 juillet 1937 et décedés ou réformés avant de compter 15 années de versements pour la retraite, des mesures analogues à celles qui ont été exceptionnellement prises en matière de retraite en 1937 à l'égard des agents réintégrés en application de la loi d'amnistie.

Ces mesures consistent dans la suppression de l'obligation, pour les agents en question, d'avoir à réunir 15 années de versement au moment de leur départ à l'âge normal de la retraite ou par réforme, et dans l'octroi d'une pension d'un montant égal à X cinquantièmes du traitement soumis à retenue, X représentant le nombre d'années pour lesquelles les intéressés auront effectué les versements pour la retraite.

M. recevra ainsi, avec effet du 1<sup>er</sup> septembre 1936, une pension se montant approximativement à 3.300 francs par an ; il n'aura d'ailleurs aucun versement à faire à la Caisse des Retraites puisqu'il n'a pas touché la somme qui avait été mise à sa disposition lors de sa cessation de fonction.

### IMPRESSIONS D'ASSEMBLÉE

Après une journée de Congrès particulièrement chargée, les Agents des Cadres se sont réunis le Samedi 7 Mai pour examiner ensemble où en était leur organisation propre — faire le point — envisager les méthodes susceptibles d'augmenter les moyens d'action de leur Commission spéciale et renforcer la Propagande.

La présence de délégués de toutes les régions, appartenant aux différents services, a permis un échange de vues fructueux.

Dans une atmosphère de confiance et d'amitié, chaque Région, par l'organe d'un ou plusieurs Délégués, a exposé les résultats obtenus au point de vue adhésions.

Sans doute, telle ou telle Région pouvait présenter un bilan particulièrement remarquable.

Le Nord, par exemple, qui possède une véritable équipe de militants, peut se montrer fier des succès passés et regarder l'avenir avec la plus grande confiance. Nous ne voudrions citer personne, mais le dévouement bien connu de MUCHERIE, animateur de tout le mouvement, est bien susceptible d'entraîner les plus tièdes. Désormais, les autres Régions sont à l'œuvre, après une période nécessaire d'organisation.

Le P.-L.-M. est bien prêt de rejoindre le Nord et son récent Congrès de Nîmes a pu marquer les incontestables progrès réalisés et la volonté de poursuivre la conquête de nombreux adhérents qui comprennent maintenant la valeur de notre action.

L'A. L. offre à nos amis un champ d'action qui se révèle particulièrement accessible à notre Syndicalisme. Les résultats enregistrés, la Propagande qui s'amplifie, la large sympathie dont nos Organisations bénéficient dans cette Région doivent nous amener une masse d'adhérents, d'autant plus que nous pouvons compter, dès maintenant, sur un certain nombre de dirigeants qui nous apportent l'aide précieuse d'une compétence éprouvée, mise naguère au service de l'Organisation.

tion qu'ils ont dû abandonner après son affiliation à la C. G. T.

Sur le P.-O., le Midi, l'Etat et l'Est, si le départ a été plus lent, l'organisation de la Propagande est mise au point et les efforts des militants ont permis de recueillir un bon nombre d'adhérents dans les centres importants. Le succès obtenu alors que la propagande d'ensemble n'était pas organisée, fait prévoir une recrudescence d'adhérents sur de nombreux points qui n'ont pu encore être touchés.

NOUS AVONS DONC CONFIANCE.

Si nos camarades — unanimement malgré la diversité des Régions — consentent, au moins momentanément, une désaffection marquée des Cadres pour le Syndicat (la C. G. T. a déjà fait un travail ?) analogue il y a peu d'années, et c'est le résultat le plus clair de mêler les luttes Politiques au Syndicalisme, nous avons à montrer à tous ces désabusés ce qu'est notre Organisation Syndicale, le sens de son action et ce qu'elle peut apporter à tous ceux qui, dans le désarroi actuel, cherchent la solution des problèmes, souvent angoissants, qui se présentent.

Nous possédons d'admirables militants. Ah ! comme nous regrettons que tous nos amis ne fassent pas l'effort de ces militants qui n'hésitent pas devant la distance qui les sépare de Paris et ont à cœur d'assister régulièrement aux réunions, alors que trop de nos camarades de Paris (mais oui !) ou de la Banlieue immédiate s'abstiennent souvent.

Mais des résolutions ont été prises lors de la réunion dont on lira plus loin le compte rendu et la tâche, mieux répartie, procurera à chacun les moyens d'exercer dans son coin, la propagande qui doit faire connaître et apprécier notre organisation.

La prochaine réunion montrera, nous en sommes sûrs, de nouvelles réalisations, de nouveaux progrès. ET MAINTENANT, EN AVANT !

### RÉUNION DU SAMEDI 7 MAI

MUCHERIE ouvre la séance à 18 h. 55. ACKER (A.-L.) est désigné comme Président de séance et JOLY (Est) comme Secrétaire.

Après avoir remercié l'Assemblée de l'honneur qui lui est fait, ACKER rend compte de l'activité des Cadres dans sa Région.

Strasbourg, Colmar ont déjà eu leurs réunions très fructueuses. Demain, ce sera le tour de Metz et tout permet d'espérer le succès, tant l'adhésion de la Fédération Cadres à la C. G. T. a montré clairement quelle direction on voulait imposer à ceux qui avaient fait confiance à ce Groupement qui vantait si fort son indépendance.

D'ailleurs, nous avons eu la joie d'enregistrer l'adhésion à notre Groupement des dirigeants du Syndicat Ex-Autonomie des Cadres qui assument sans doute bientôt chez nous, les mêmes fonctions.

Et c'est le tour des autres Régions qui vont donner successivement des renseignements sur leur activité.

BIDAULT (P.-L.-M.) rend compte des progrès très importants réalisés, progrès qui s'affirment au récent Congrès de Nîmes.

L'organisation de la Région complétée par la formation d'un Bureau, permet d'intensifier une propagande qui ouvre de larges possibilités. Les chiffres donnés sont la conclusion normale du bel effort accompli qui, disons-le en passant, a revêtu des formes très modernes puisque nos amis ont utilisé la Radio !

Un camarade de Rennes signale l'indécision qui règne dans son Service et indique le travail à entreprendre pour recueillir un fort contingent d'adhérents.

CHETON (Etat), parle de l'organisation sur l'Ouest, de l'activité déployée, notamment au moyen de tracts.

Cette Région a un beau départ malgré certaines difficultés qui s'aplaniront quand le mouvement sera bien lancé.

ALBRESSAC (Midi), signale comme bien vivant le Groupe de Bordeaux. La propagande va s'étendre sur tout le Secteur car on possède là-bas de bons militants et combien dévoués et décidés à agir.

La dernière réunion a donné à l'Est une impulsion nouvelle et LAURIEUX informe l'Assemblée que si la propagande s'est exercée jusqu'ici surtout localement, les récentes décisions prises au sujet de la répartition du travail vont permettre de se livrer à une propagande méthodique qui portera ses fruits si on en juge par les résultats obtenus sans grande préparation.

SCHREIBER (P.-O.) donne des indications sur la documentation que nos amis de cette Région se sont efforcés de recueillir et la recherche de correspondants par localité afin d'assurer une liaison complète.

La encore, le concours d'ex-Militants de la Fédération des Cadres est assuré et c'est un appoint précieux puisque dans cette Région également, beaucoup de nos collègues nous ont voulu adhérer à la C. G. T.

Enfin MUCHERIE donne des détails sur l'activité du Nord qui doit être prise comme modèle, puisque les résultats sont là pour prouver combien l'action, admirablement menée par une belle équipe de militants, a donné de motifs de satisfaction et réserve encore des possibilités de recrutement.

Le Secrétaire de notre Commission Cadres demande à tous de songer aux Elections de Délégués du Personnel, et l'intèrêt qu'il y a pour nous, à présenter le plus grand nombre de candidats.

Et c'est l'occasion pour lui d'indiquer ce qui a été préparé pour le Nord où vraiment l'effort est porté au maximum.

Après avoir remercié chaque délégué de son exposé, le président ACKER invite tous les présents à poursuivre, sans se lasser la Propagande qui doit amener à

nous de nombreux collègues momentanément inorganisés.

Il signale que les Cadres A.-L. organiseront un Congrès en Juillet prochain et il invite tous les camarades à se rendre à Strasbourg à cette occasion.

MUCHERIE parle ensuite de l'Organisation des Cadres sur le Plan Fédéral et le Président donne lecture du projet de règlement nouveau pour la Commission Fédérale des Cadres.

Il s'agit de renforcer la Commission pour en faire une sorte de Conseil Fédéral des Cadres nécessaire à la montée constante des effectifs et les besoins urgents de l'action syndicale et de la propagande.

Une discussion générale s'engage sur le nombre de membres à prévoir.

CORNUT (Midi), insiste sur le fait qu'il est indispensable de soulager d'avantage MUCHERIE, dont le dévouement est certes complet, mais la besogne qui lui incombe est maintenant trop lourde et il rend à ce vaillant militant un hommage combien mérité. CORNUT voudrait qu'on note tout de suite les bons volontés car le travail presse.

Plusieurs Délégués font alors remarquer qu'ils ne peuvent donner maintenant des noms sans prendre l'avis de leur Commission de Réseau. Tous sont néanmoins d'accord pour réorganiser la Commission comme prévu.

Le nombre de Délégués est déterminé comme suit :

a) Huit par Union de Réseau (cinq pour Midi et A.-L.), dont cinq résident en Province et pris parmi les différents services, étant entendu que des suppléants seront désignés, afin que les réunions comportent toujours un effectif suffisant, que soient représentés vraiment tous les Services et tout le pays.

b) Cinq appartenant aux différents Services Centraux de la S. N. C. F. ;

c) Deux représentants de la Fédération.

La discussion reprend au sujet du renouvellement du Bureau provisoire, certains délégués ne se considérant pas régulièrement mandatés pour désigner leur représentant.

Finalement, les camarades dont les noms suivent feront partie du Bureau à charge par eux de se répartir les fonctions jusqu'à la prochaine réunion de la Commission plénière formée comme décidé et qui a seule qualité pour désigner le Bureau définitif :

Nord : MUCHERIE.  
P.-O. : SCHREIBER.  
A.-L. : ACKER.  
Midi : CORNUT.  
Contentieux Comm. : PIETTE.

L'Etat, le P.-L.-M. et l'Est désignent un représentant après consultation de leur Commission de Réseau.

Sur la demande de plusieurs adhérents, MUCHERIE fait part à l'Assemblée de la possibilité de publier un bulletin spécial aux Cadres.

Après échange de vues, il est décidé de surseoir momentanément à l'exécution de ce projet, en raison de certaines difficultés matérielles et de se borner, pour le moment, à l'envoi de circulaires ou rapports dont la périodicité variera suivant les nécessités de l'information et de la documentation.

MUCHERIE donne ensuite lecture d'un projet de vœu.

Ce projet est adopté à l'unanimité sous réserve d'additions dont la rédaction est confiée à une Commission réduite désignée à cet effet.

Séance levée à 19 h. 55.

Le Secrétaire de séance, JOLY (Est).

### Les Économies au service de la Traction

On nous signale la convocation de quatre Délégués par le Chef de Service pour le 25 Mai à 14 heures, au Dépôt des Locomotives de Paris la Chapelle, à l'effet d'examiner la modification apportée aux coffres (!!!) d'un tender.

Deux Délégués sont des Mécaniciens comptant à l'effectif des Dépôts de Joncherolles et Longueau, les deux autres sont Éléves Mécaniciens à Valenciennes et à Lille-la-Délivrance.

Il doit s'agir en l'espèce, de vérifier les garanties de sécurité ou de confort données par une modification :

1° Etude proposée par les Délégués ou leurs mandataires ;

2° Etude par les Services de la Région.

Dans l'un ou l'autre cas est-il indispensable de solliciter quatre avis ? Ces représentants du Personnel roulant traction, n'ont-ils pas été choisis par les

Agents de leurs catégories parmi ceux capables — entre autres choses — de juger après lecture d'un dessin très simple ?

Quoi qu'il en soit, cette convocation provoque pour la firme S. N. C. F., un manque à gagner et aussi le paiement de frais de déplacement au moment précis où la politique ferroviaire est orientée vers l'économie d'outillage.

Le jeu en vaut-il la chandelle ? LA VIGIE.

### Les élections de délégués

Les chapitres de la Convention Collective concernant le Droit syndical et la Représentation du Personnel sont en vigueur. Nous devons donc nous attendre à des élections prochaines et être prêts à y faire face, même si ces élections sont faites de façon brusquée, comme cela se produit très souvent.

Par suite de la suppression arbitraire des élections au Conseil supérieur, seules les Elections de Délégués permettront à notre Organisation de montrer sa force.

Des élections partielles sur le Nord et le P.-L.-M. et dans les Services Centraux de la S.N.C.F. nous ont valu de beaux succès, et nous devons, sans aucun doute, conquérir de nombreux postes de Délégués du Personnel dans les Echelles des Cadres.

Pour cela, il importe avant tout que nous présentions un nombre de candidats le plus grand possible. Aussi, lançons-nous un pressant appel à nos camarades Agents des Cadres et Techniciens pour qu'ils nous adressent leur accord de principe.

La Commission Fédérale des Cadres, réunie à Paris en assemblée générale, le samedi 7 mai, marque sa confiance en nos camarades, qu'elle sait tous animés de l'esprit d'équipe, pour que les candidatures soient nombreuses et que toute la propagande nécessaire soit faite.

LA VIGIE.

C.F.T.C. F.S.C.C.F.C.P.

### BULLETIN D'ADHÉSION

à adresser 5, Rue Cadet, ou au Délégué local

Nom ..... Prénom .....

Né le ..... à .....

Entré au Chemin de fer le .....

Titre Statutaire ..... à .....

Adresse personnelle .....

Adhère, en connaissance des Statuts, à la Commission Fédérale des Agents des Cadres et Techniciens.

Le ..... SIGNATURE

### SERVICE DE SANTÉ DES CHEMINOTS DISPENSAIRES DENTAIRES

NOUS RAPPELONS A

MESSIEURS LES CHEMINOTS EN ACTIVITE

OU EN RETRAITE

que leurs seuls DISPENSAIRES GRATUITS sont aux

DISPENSAIRES DE L'UNION

TECHNIQUE

DENTAIRE

Sur simple présentation de votre carte, VOUS AVEZ DROIT GRATUITEMENT, ainsi que des membres de votre famille, à tous les soins que nécessite l'état de votre bouche.

Par soins gratuits, il faut entendre : extractions insensibilisées, obturations, plombages.

Un service de Prothèse Dentaire est spécialement créé pour vous, DENTIERES, COURONNES, BRIDGES (appareils sans plaque, ni crochet) vous sont offerts à des PRIX TRÈS RÉDUITS, avec les plus grandes facilités de paiement.

DISPENSARE PRINCIPAL

IV<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT

28 rue de Rivoli 28

TROISIEME ETAGE

Notez bien le numéro 28, ne pas confondre avec le 26.

DISPENSARE DU TROISIEME ARRONDISSEMENT :

51, boulevard Saint-Martin (2<sup>e</sup> étage)

DISPENSARE DU SIXIEME ARRONDISSEMENT :

57, BOULEVARD DU MONT-PARNASSE, 57

(GARE MONT-PARNASSE)

DISPENSARE DU HUITIEME ARRONDISSEMENT :

121, rue St-Lazare (face Hôtel Terminus) 3<sup>e</sup> étage

DISPENSARE DU DIXIEME ARRONDISSEMENT :

141, r. du Faub.-St-Denis (2<sup>e</sup> étage) près des gares Est et Nord

DISPENSARE DU DOUZIEME ARRONDISSEMENT :

4, rue de Lyon (1<sup>er</sup> étage). Retenez bien le numéro 4

DISPENSARE DU TREIZIEME ARRONDISSEMENT :

29, rue des Peupliers, 29

DISPENSARE DU DIX-SEPTIEME ARRONDISSEMENT :

78, avenue de Clichy (1<sup>er</sup> étage)

DISPENSARE DU DIX-HUITIEME ARRONDISSEMENT :

51, rue Ramey, 51 (2<sup>e</sup> étage)

Les dispensaires de l'UNION TECHNIQUE DENTAIRE ne sont ni une Ecole ni un Institut. Messieurs les Opérateurs traitant à l'Union Technique Dentaire sont tous Chirurgiens-Dentistes, DIPLOMES DE LA FACULTE DE MEDICINE.

DISPENSAIRES OUVERTS TOUTS LES JOURS (sauf le dimanche) de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 19 h.

Directeurs de Région. Chaque Union de Réseau devra s'entendre avec le Directeur de sa Région sur le nombre des délégués.

Le Bureau donne avis favorable pour l'affiliation du Syndicat de Casablanca.

Lecture est faite de diverses correspondances et des indications sont données au sujet de certaines affaires en cours. Après échange de vues sur la belle tenue du Congrès Fédéral, la séance est levée à 20 h. 10.

### GRANDE PHARMACIE NOTRE-DAME

L. COSTY

Pharmacien-chimiste

Diplôme de Bactériologie

Fournisseur de la Cie P.-L.-M.

30, rue des Alpes, 30 - VALENCE

Téléphone : 11-16



## SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER

## Organisation générale des services

## Comptabilité et contrôle des recettes

La subdivision Centrale de la Comptabilité et du Contrôle des Recettes (Services Financiers) - Division Centrale de la Comptabilité Générale - comprend les Sections suivantes :

La Section Centrale et la 1<sup>re</sup> Section (ancien Contrôle Commun), 162, rue Saussure, Paris (17<sup>e</sup>).

La 2<sup>e</sup> Section (ancien Contrôle Est), 7, rue de Châteauneuf, Paris (10<sup>e</sup>).

La 3<sup>e</sup> Section (ancien Contrôle Est), 13, rue d'Amsterdam, Paris (8<sup>e</sup>).

La 4<sup>e</sup> Section (ancien Contrôle P.-L.-M.), 212, rue de Bercy, Paris (12<sup>e</sup>).

La 5<sup>e</sup> Section (ancien Contrôle Nord), 173, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10<sup>e</sup>).

La 6<sup>e</sup> Section (ancien Contrôle P.-O.-Midi), 5 bis, boulevard de l'Hôpital, Paris (13<sup>e</sup>).

Annexe de Bordeaux : 54 bis, rue Amélie-Saint-Germain.

La 7<sup>e</sup> Section (ancien Contrôle A.L.), 3, boulevard du Président-Wilson, Strasbourg.

## Service de l'organisation technique

Le Service Central de l'Organisation Technique comprend :

— la COMMISSION CENTRALE D'ORGANISATION, chargée des études générales d'organisation (fusions, unifications, simplifications des Services et rajustement des méthodes) ;

— la DIVISION CENTRALE DES ETUDES, chargée :

a) d'étudier, dans les principes, pour le Comité Directeur Général et la demande des Chefs des Services Centraux, les programmes annuels et les programmes d'avenir (exploitation, matériel et installations fixes), en collaboration étroite avec les Chefs de ces Services ;

b) d'établir le prix de revient des transports, les bilans des grands travaux exécutés, les rendements d'utilisation des gros matériels et de l'outillage ;

c) de suivre les progrès techniques généraux réalisés en France et à l'étranger.

La SUBDIVISION CENTRALE DE LA DOCUMENTATION, chargée de recueillir, classer, indexer, et de fournir, technique ou non, et d'en faire connaître les points les plus intéressants par la voie de notes périodiques ou de bulletins.

DES STATISTIQUES, chargée de centraliser toutes les demandes de statistiques envoyées aux Régions par les Services Centraux de la S. N. C. F. en vue d'éviter les doubles emplois, et chargée de fournir, sous la forme de notes, résumés nécessaires au Comité, au Président et au Directeur Général, ainsi que le Rapport Statistique annuel.

## Services des approvisionnements commandes et marchés

D'une manière générale, le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés est chargé :

— de l'approvisionnement et de l'achat des matières d'approvisionnement général commun et spécial, mais à l'exclusion des rails et du ballast et provisoirement des traverses. (Sont exclus parce que ne rentrant pas dans la catégorie des achats d'approvisionnement : les marchés de travaux proprement dits, de matériel roulant proprement dit, de matériel d'études, de prototypes et de certains matériels électriques spéciaux, les concessions et les affermages, etc.) ;

— du contrôle de tous les Contrats et Conventions de toute nature passés par la Société Nationale, et des relations avec la Commission des Marchés.

— La DIVISION DES APPROVISIONNEMENTS chargée essentiellement de diriger l'approvisionnement de la Société Nationale pour les matières (sauf combustibles) dont l'achat incombe au Service des Approvisionnements.

Elle arrête, notamment, en liaison avec les Services Centraux Techniques et les Directions Régionales, les règles générales de réapprovisionnement. Elle centralise les besoins et veille à ce qu'ils soient satisfaits. Elle suit le niveau total des stocks dans tous les magasins généraux et locaux. Elle étudie tous les achats et spécialisations utiles. Elle adapte aux besoins des usagers, les courants de réapprovisionnement pour utiliser au mieux les stocks. Elle fait connaître à la Division des Commandes les demandes de produits nécessaires pour le maintien des stocks au niveau voulu. Elle gère directement les magasins généraux dont la liste sera arrêtée par le Directeur Général.

La Division des Approvisionnements se tient en liaison étroite avec tous les Services consommateurs de la S.N.C.F., tant par l'intermédiaire des magasins généraux pour l'approvisionnement commun que par les Services Centraux ou Directions Régionales, pour connaître les variations dans les besoins et résoudre les difficultés éventuelles d'approvisionnement.

— la DIVISION DES COMMANDES chargée de l'achat des matières dont l'approvisionnement incombe au Service des Approvisionnements. Cette Division, dont le rôle est de rechercher les fournisseurs qualifiés, de les appeler et de discuter les prix, se tient en liaison étroite avec la Division des Approvisionnements et la Division du Contrôle des Fabrications et est soumise au Contrôle de la Division du Contrôle des Marchés.

— la DIVISION DU CONTRÔLE DES FABRICATIONS chargée de suivre les commandes au point de vue délai, et à cet égard, de prévenir tout retard et de s'efforcer, le cas échéant, de rattraper les retards ; d'assurer la surveillance technique des travaux dans les conditions prévues par les contrats ;

— de jouer pour le Service des Approvisionnements et Commandes et les Services Centraux Techniques, un rôle de médiation entre les commandes et le général et de procéder aux enquêtes qui lui seront confiées ;

— d'établir et de modifier, sous la direction des Services Techniques responsables, celles des spécifications techniques qui ne sont pas établies directement par ces Services.

La Division du Contrôle des Fabrications fonctionne, au point de vue administratif, sous l'autorité du Service des Approvisionnements et Commandes, Chef du Service Central du Matériel et du Service Central des Installations fixes, Chef du Service Central du Mouvement, etc., selon le cas.

Les agents de la Division du Contrôle des Fabrications sont recrutés, formés et notés d'un commun accord par les Chefs des Services Centraux techniques et le Chef du Service des Approvisionnements et Commandes.

— la DIVISION DES COMBUSTIBLES chargée de l'approvisionnement des combustibles, en ce qui concerne l'approvisionnement proprement dit, l'achat et la réception. Elle opère en liaison avec le Service Central du Matériel et les Régions, ses clients, dont elle satisfait les besoins, mais auxquelles elle communique tous renseignements utiles sur les possibilités du marché.

En outre, cette Division traite les questions d'achat et de vente d'énergie électrique, ainsi que celles relatives aux transports à haute tension.

— la DIVISION DU CONTRÔLE DES MARCHÉS chargée, d'une part, de préparer les règles unifiées d'établissement des contrats et, d'autre part, de contrôler les contrats de toute espèce passés par la Société Nationale, ce contrôle étant à priori ou a posteriori sur les cas et l'importance des contrats.

Elle donne notamment un avis à priori sur les contrats soumis à l'approbation du Conseil, du Comité, du Président et du Directeur Général et sur les contrats soumis à la Commission des marchés ; elle représente la Société Nationale à cette Commission avec l'assistance du Service Technique ou de la Région qui a préparé le contrat.

Elle contrôle en principe la liquidation et le Règlement de tous les marchés, mais, dans un but de simplification, elle ne procède pas à la liquidation définitive des marchés d'une certaine importance, mais soumette effectivement, pour le surplus, elle procède par sondage.

Enfin, le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés s'occupe de la gestion technique des participations du domaine public.

Le Chef des Services Financiers est chargé, par ailleurs, de concert avec le Chef du Service du Personnel, de diriger le Service des retraites et de suivre plus spécialement les questions de mandatement, de comptabilité, de placement des fonds disponibles et d'actuariat.

(1) La Région de l'Est est, à ce sujet, divisée en deux parties correspondant aux anciens Réseaux Est et A.L. et relevant respectivement des 2<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> Sections.

## La Vie Syndicale

## RÉGION EST

## NOTE

L'Assemblée générale annuelle des membres de « l'Actionnaire » aura lieu à Paris, rue d'Alsace, 35, dimanche 26 juin 1938, à 9 heures du matin.

Ordre du jour :

Approbation des comptes de l'exercice ;

Renouvellement du bureau ;

Questions diverses (1).

## AVIS IMPORTANT

Prendre note qu'à dater du 1<sup>er</sup> juillet prochain, M. Guénard succédant à M. Chaiffre, nommé trésorier honoraire, il y aura lieu d'adresser toute correspondance et fonds à :

M. Guénard Félix, 35, rue d'Alsace, à Paris (X<sup>e</sup>). Chèque postal : Paris 384-98.

Le Président, A. LALLEMAND.

(1) Les membres qui auraient des questions à poser à cette assemblée voudront bien les faire parvenir, avant le 18 juin, au président de l'Actionnaire : M. Lallemand, 78, rue Montfermeil, à Gargy (Seine-et-Oise), afin de permettre de donner rapidement la réponse au cours de la réunion.

## RÉGION NORD

## Le Coin des Cadres

Une réunion aura lieu le 25 JUIN, à 14 heures, à Arras, 21, rue Saint-Michel, réservée aux militants de notre Section d'Agents des Cadres et Techniciens de la Direction Régionale du Nord.

Je compte sur tous pour venir nous y aider dans la mise au point des problèmes d'action syndicale et d'organisation qui se posent sans cesse à leur bureau de Commission spécialisée.

## Bureau de l'Union

Conformément aux dispositions du Livre I de la Convention Collective, le Bureau de l'Union a désigné ses représentants auprès de M. CAMBURNAC, Directeur de l'Exploitation de la Région Nord.

Ce sont : Maurice GARNIER, Désiré DELBERT, Albert MUCHERIE, Léon DELBERT et André COSTES.

## ABBEVILLE

Un groupe est en formation : s'adresser à notre camarade DANTIN, 12, rue d'Isle.

## ARRAS

## Convocation

N'oublions pas notre prochaine Réunion générale, le Samedi 25 juin, à 18 h. 15, très précises, 21, Rue Saint-Michel, avec le concours de nos camarades :

Albert MUCHERIE, Vice-Président de l'Union-Nord ;

André COSTES, Secrétaire de la Commission Centrale de Propagande Nord.

## Ordre du jour

On veut supprimer nos Économies ! Nos Salaires ! la Convention Collective !

Les Élections des Délégués.

Le Bureau syndical compte que les syndiqués feront l'effort indispensable pour assister nombreux à cette belle réunion.

## LE BOURGET-DRANCY

## Convocation

Une réunion générale du Groupe aura lieu le 1<sup>er</sup> JUIN, à 17 h. 30, Salle Récréative, 114, Rue Saint-Carnot, à Drancy.

Présence indispensable.

Le Secrétaire : A. MONNIER.

## DOULENS

Grâce à l'activité de nos camarades PITEUX et LECLERCQ, un beau Groupe est en formation.

Pour tous renseignements voir ces camarades.

## HENRI LIETARD

Permanences assurées par MERIAUX qui sera à la disposition des Cheminots, de 17 heures à 19 h. 30, Union Locale d'Henri-Lietard, 76, Rue Montpencher, les Vendredis ; 17, Rue Juliette, le 20 Juillet.

## SAINT-OMER

Bonne réunion avec HUMEZ, d'Henri-Lietard, le 21 Mai.

Notre ami sera encore des nôtres le Samedi 25 juin, à 17 heures, Salle de l'Union Locale, 77, Rue Carnot.

## A. MONCOMBLE.

électrique, ainsi que celles relatives aux transports à haute tension.

— la DIVISION DU CONTRÔLE DES MARCHÉS chargée, d'une part, de préparer les règles unifiées d'établissement des contrats et, d'autre part, de contrôler les contrats de toute espèce passés par la Société Nationale, ce contrôle étant à priori ou a posteriori sur les cas et l'importance des contrats.

Elle donne notamment un avis à priori sur les contrats soumis à l'approbation du Conseil, du Comité, du Président et du Directeur Général et sur les contrats soumis à la Commission des marchés ; elle représente la Société Nationale à cette Commission avec l'assistance du Service Technique ou de la Région qui a préparé le contrat.

Elle contrôle en principe la liquidation et le Règlement de tous les marchés, mais, dans un but de simplification, elle ne procède pas à la liquidation définitive des marchés d'une certaine importance, mais soumette effectivement, pour le surplus, elle procède par sondage.

Enfin, le Service des Approvisionnements, Commandes et Marchés s'occupe de la gestion technique des participations du domaine public.

## LE TRAFIC DES CHEMINS DE FER

## RECETTES

Du 17/4 au 13/5 1938	Du 1 <sup>er</sup> /1 au 13/5 1938
Recettes totales .....	1.064.801.000
Pourcentage d'augmentation par rapport à 1937 .....	32,51

## WAGONS CHARGES

Du 17/4 au 13/5 1938	Du 1 <sup>er</sup> /1 au 13/5 1938
Nombre quotidien (moyen) .....	40.150
Comparaison avec 1937 .....	41.204

## RÉGION OUEST

## Notre représentation près du directeur de la région ouest

Par lettre en date du 30 Mai, nous avons adressé la composition de la délégation permanente de l'Union, près du Directeur de la Région, ainsi qu'elle a été désignée par le Bureau de l'Union, dans sa réunion du 19 Mai.

## I. — Membres titulaires

a) Représentants du Bureau de l'Union :

PAILLIEUX, Secrétaire Général, Chef de Groupe, Service de la Voie et des Bâtimens, Paris.

b) Représentants des Commissions Techniques et des Secteurs Régionaux :

BUREAUX et Région Parisienne. — BOUTE Louis, Chef de Groupe, Service de l'Exploitation, Paris.

Voie et Bâtimens et Normandie. — GARNIER Emile, Dessinateur Calqueur, à Caen (Arrondissement).

Exploitation et Bretagne. — GRIMAUD Léon, Chef de Groupe à Rennes (Arrondissement).

Matériel et Traction et Sud-Ouest. — MENEAU André, Sous-Chef de Brigade d'Ouvriers au Mans (Dépôt).

c) Représentation du Personnel féminin et des Cadres.

Personnel Féminin. — Mlle BOUREL Marie, Secrétaire du Syndicat Féminin de Paris, Employée Principale, Service de l'Exploitation, Paris.

Cadres. — CHUON Joseph, Secrétaire du Syndicat des Cadres et Techniciens de la Région Ouest, Sous-Chef de Bureau, Service de l'Exploitation, Paris.

## II. — Membres suppléants

Paris. — PERRAUD Pierre, Sous-Chef de Gare à Mantes-Gassicourt.

Province. — PILLOT Camille, Sous-Chef de Canton à Arron (Arrondissement de Tours, Voie et Bâtimens).

## SECTEUR PARIS RIVE-GAUCHE

## Avis important

Une sortie familiale est organisée, par les soins du Secteur, à Chartres, le Dimanche 3 Juillet, avec comme programme : visite de la célèbre cathédrale, de sa crypte et de ses clochers, déjeuner champêtre dans un jardin de la ville, chacun apportant ou se procurant ses provisions.

L'après-midi, réunion avec une causerie faite par notre camarade PAILLIEUX, Secrétaire Général de l'Union Ouest. Et, pour finir : visite des vieux quartiers de la ville.

Chaque Syndicat est invité à prendre ses dispositions pour amener le plus grand nombre possible de syndiqués avec leurs familles.

Des instructions ultérieures seront envoyées d'ici peu à chaque Secrétaire par les soins du Secteur.

Tous A CHARTRES LE 3 JUILLET.

## Le secrétaire : PAVEE.

## ARGENTEUIL

## Sortie familiale annuelle

Nous vous rappelons que notre fête champêtre aura lieu le 26 juin et qu'elle se tiendra dans les bois de Saint-Cloud, à proximité de la gare de Garches.

Cette sortie, organisée par les syndicats chrétiens du secteur d'Argenteuil, doit avoir un succès sans précédent et être — en raison du nombre des participants — la meilleure des propagandes.

Le programme de cette année est l'avantage des cheminots, puisque le voyage s'effectue en chemin de fer et répond, par conséquent, au désir exprimé par un bon nombre de camarades.

Nous faisons appel à vos bons sentiments en vous signalant qu'il serait très souhaitable que nous n'y soyons pas les moins bien représentés.

Vous avez dû recevoir le tract donnant tout le programme de la journée et avez pu ainsi vous rendre compte quelle charge cela représente pour les responsables si vous ne leur facilitez pas leur tâche. Nous vous engageons donc, dès maintenant, à le remplir d'un bon contenu.

La liste sera close le 19 juin, dernier délai.

## Le Bureau.

La liste sera close le 19 juin, dernier délai.

Le Bureau.

## Contrôle central

## (162, Rue Saussure)

Audience à la Direction des services financiers

Le Mardi 24 Mai dernier, à 10 heures, M. BRISARD et CAYET, MONTALS et DUBREUIL, du Bureau Syndical, ont été reçus en audience par M. BROCHU, Directeur des Services Financiers, qui était assisté de M. METTAS, Chef de la Comptabilité Générale, de M. A. BERARD, Chef de la Subdivision Centrale du Contrôle des Recettes, et de M. P. TRAS, Chef du Secrétariat des Services Financiers.

La délégation était venue prendre contact avec le Directeur des Services Financiers et lui soumettre quelques revendications :

1<sup>re</sup> SITUATION FAITE AU PERSONNEL DE L'ANCIEN C. C. PAR LA FUSION DES SERVICES :

Les Délégués exposèrent que la position prise pour l'avancement était particulièrement défavorable à notre Service, ou, contrairement aux habitudes, aucune nomination ne fut faite depuis août 1937.

Après une énergique protestation, ils demandèrent que de nouvelles mesures soient prises pour rétablir plus équitablement la situation de ces Agents.

2<sup>o</sup> CONVENTION COLLECTIVE ET DROIT SYNDICAL :

Notre Fédération ayant adhéré aux Livres I et II de la Convention Collective du Personnel du Cadre Permanent, nous demandons que leurs textes nous soient appliqués dès maintenant.

3<sup>o</sup> AUXILIAIRES :

Nous insistons pour que les jeunes Auxiliaires, en service depuis plusieurs mois, puissent enfin être admis au Cadre Permanent.

Après diverses autres questions, la délégation, avant de se retirer, tint à remercier M. le Directeur des services financiers qui lui fut réservé.

## Le Bureau Syndical.

## LOISIRS

## Pour vous documenter

Histoire du Mouvement ouvrier (1830-1871, premier volume), par Edouard DOLLEANS. Edition : Armand Colin.

Vaste essai de synthèse, qui permet de suivre d'un coup d'œil l'ensemble l'effort qui s'est produit au XIX<sup>e</sup> siècle en France et en Angleterre au milieu des Classes laborieuses pour les amener au désir d'union et à une conception de la solidarité.

Trois expériences, par M. Aymé GUERIN. Edition : Denoël. Documentaire exposant l'expérience communiste, corporative et celle de Roosevelt.

U.R.S.S., terrain d'expériences économiques, par Boris BRUTZKUS, traduit par M. T. GENIN. Edition : Librairie de Médéric. Histoire des vicissitudes de l'économie soviétique de 1917 aux années dernières.

La Monnaie, par M. Louis BAUDIN. Edition : Librairie de Médéric. Permet de comprendre et d'avoir quelque documentation sur le jeu des manipulations de la monnaie dans le régime actuel.

NAISSANCES :

Nous apprenons la naissance :

De Monique HERBAUT, fille de notre camarade du Syndicat de Douai.

De Françoise BEAREZ, fille de notre camarade du Syndicat d'Heillemmes.

De Monique DENOYELLE, fille de notre camarade du Syndicat de Beauvais.

De Danièle JUGIE, cinquième enfant de notre dévoué camarade du Syndicat de Périgueux.

De Monique MILLET, fille de notre camarade du Groupe d'Audun-Le-Roman.

De Marie-Thérèse DUMOISY, fille de notre camarade du Syndicat de Périgueux.

De Jeanne CEGRETIN, fille de notre camarade du Syndicat de Cosne.

De Auguste METTEZ, sixième enfant de notre camarade du Syndicat de Marseille.

De Odile et Bernadette RENCUREL, filles de notre camarade du Syndicat d'Orange.

De Michel VEYSSE, petit-fils de notre camarade du Syndicat de Valence.

De Bernard DESBOS, troisième enfant de notre camarade de Laveade d'Ardeche.

De René Mathieu, quatrième enfant de notre camarade du Syndicat de Clermont-Ferrand.

De Gérard BAYLE, fils de notre camarade du Syndicat de Champigny-sur-Marne.

De Pierre BEAUDOUX, fils de notre camarade du Syndicat de Clermont-Ferrand.

De Chantal FLAGOUILLET, fille de notre camarade du Groupe de Conflans-Jarny.

Nous adressons nos félicitations à nos camarades et nos vœux les meilleurs aux mamans et aux nouveaux-nés.

MARIAGES

Nous apprenons le mariage :

De notre camarade René JULIEN, du Syndicat de Paris-Etat R.-D. avec Mlle Suzanne RACH.

De notre camarade Emile RENAULT, du Syndicat du Bourget, avec Mlle Fernande FREQUIN.

De notre camarade André PERLOT, du Groupe de Conflans-Jarny, avec Mlle Jeannette HUEULLE.

De notre camarade Georges BURTON, du Groupe d'Audun-Le-Roman, avec Mlle Marie DUGUET.

De notre camarade Pierre DRICOT, du Groupe de Givet, avec Mlle Suzanne BACH.

De notre camarade Raymond PELLEGRIN, du Syndicat de Lyon.

De notre camarade Gilbert GAUTHIER, du Syndicat de Langogne, avec Mlle Marguerite MAJOREL.

De notre camarade BISCARAT, du Syndicat du Teill.

De notre camarade Emile SILHOT, du Syndicat de Montbéliard, avec Mlle Augusta FOLCHER.

De notre camarade ROLLAND, du Syndicat d'Oullins, avec Mlle Marie-Louise MARCHEVET.

De notre camarade BRUGNAUD, du Syndicat d'Oullins, avec Mlle Marie-Louise ROLLIN.

De Mlle CHAMPELOVIER, fille de notre camarade du Syndicat de Clermont-Ferrand avec M. CHAPUS.

Du dévoué Vice-Président du Syndicat de Valence, notre camarade Maurice LEFORT, avec Mlle Marie PIANA, fille et sœur de nos camarades du Syndicat de Valence.

De notre camarade PIC, du Syndicat de Clermont-Ferrand, avec Mlle Bonhomme.

Nos félicitations à nos camarades et nos vœux de bonheur aux jeunes époux.

NECROLOGIE

Nous apprenons le décès :

De Mme VAN-MUYLEN, épouse de notre camarade du Syndicat d'Aulnoye.

De Mme Jules TAILLEZ, mère du dévoué Trésorier du Syndicat d'Heillemmes, et de Marcel TAILLEZ, et grand-mère de notre camarade Félix DEWAMES du même Syndicat.

De M. GALLAND, père de notre camarade du Syndicat de Langogne.

De Mlle Suzanne DEBAYLES, fille de nos camarades du Syndicat de Paris-Sud-Ouest.

De Mlle JEGAT, fille de notre camarade du Groupe de Pantin.

De beau-père de notre camarade PUYFAGES, du Syndicat de Nevers.

De M. Robert PLANCHON, fils de notre camarade du Syndicat de Clermont-Ferrand.

## LES BONS HOTELS ET RESTAURANTS

Amis lecteurs ! Pendant vos déplacements, descendez dans les hôtels ou restaurants indiqués sous cette rubrique. En vous recommandant du Cheminot de France, vous y recevrez bon accueil.

## A STRASBOURG

Descendez à L'HOTEL MONOPOLE-METROPOLE

16, rue Kahn (en face de la gare) LE RENDEZ-VOUS DES CHEMINOTS

SE RECOMMANDE PAR SA PROPRIÉTÉ, SON INSTALLATION MODERNE, SA BONNE CUISINE REGIONALE, SES GRANDS CRUS DU PAYS

PRIX SPECIAUX POUR CHEMINOTS J. MERCKEL, Propriétaire

## RESTAURANT "FOYER DU SACRÉ-CŒUR"

40, r. du Chevalier-de-la-Barre et 7, r. St-Vincent, Paris-18<sup>e</sup>. Tél. MON 60-52

REPAS A PARTIR DE 10 FRANCS

Plusieurs Salles pour Réunions et Banquets Recommandé aux Cheminots

## LOURDES

34, rue de l'Egalité

MAISON TRES RECOMMANDEE

Cuisine soignée

Eau courante chaude et froide